

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 21 MARS 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/161		
CONVENTION D'OBJECTIFS - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 255 000 EUROS A L'ASSOCIATION MAISON D'ACCUEIL MULTISERVICE INTERGENERATIONNELLE (M.A.M.I) - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Christian SIMON, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

ABSENTS :

M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Francis ROUX, M. Jean-Pierre COLIN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/161

BUREAU DU 21 MARS 2022

**O B J E T : CONVENTION D'OBJECTIFS - ATTRIBUTION D'UNE
SUBVENTION D'UN MONTANT DE 255 000 EUROS A
L'ASSOCIATION MAISON D'ACCUEIL MULTISERVICE
INTERGENERATIONNELLE (M.A.M.I) - AUTORISATION
DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville et Habitat en date du 24 février 2022,

VU le projet de convention d'objectifs ci-annexé,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville et de développement économique, il appartient à la Métropole de créer les conditions favorables à l'accès au marché de l'emploi des personnes les moins favorisées et également de permettre aux salariés de poursuivre leur activité dans les meilleures conditions,

CONSIDERANT que l'action de l'association Maison d'Accueil Multiservice Intergénérationnelle (M.A.M.I) permet de répondre à un besoin de garde d'enfants pour les parents en quête d'un emploi et également à un besoin de formation, pour les publics en insertion, aux métiers de la petite enfance et en lien avec les personnes âgées,

CONSIDERANT que les problèmes posés aujourd'hui par la garde des enfants de personnes travaillant ou en quête d'un emploi apparaissent comme un frein à l'intégration dans le monde du travail ou à la continuation des relations de travail,

CONSIDERANT que le mode de garde proposé par l'association Maison d'Accueil Multiservice Intergénérationnelle (M.A.M.I) s'adapte aux besoins des publics en insertion sociale et professionnelle,

CONSIDERANT qu'il convient de soutenir cette action en attribuant à cette association une subvention pour la réalisation de ses projets,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ATTRIBUER à l'association Maison d'accueil Multiservice Intergénérationnelle (M.A.M.I) une subvention d'un montant de 255 000 euros (deux cent cinquante-cinq mille euros) pour la réalisation de ses projets.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs annexée avec l'association Maison d'accueil Multiservice Intergénérationnelle (M.A.M.I).

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits seront prélevés sur l'opération N°5212 article N°65748 du Budget Principal 2022.

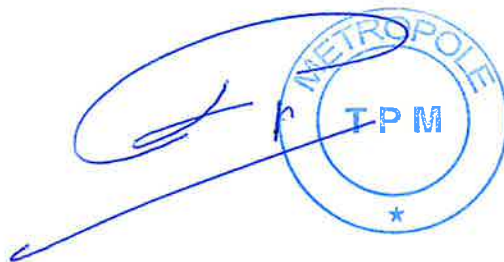
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 21 mars 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONVENTION D'OBJECTIFS
ENTRE LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE » ET
LA MAISON D'ACCUEIL MULTISERVICE INTERGENERATIONNELLE (MAMI)

Prise en application de l'article 10 de la Loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du Décret N° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre à Toulon - représentée par son Président, **Monsieur Hubert FALCO** agissant en vertu de la **décision n° 22/** du Bureau Métropolitain en date du **21 mars 2022**,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association **Maison d'Accueil Multiservice Intergénérationnelle « MAMI »**, ayant son siège 15 boulevard de Strasbourg, BP 5005, 83091 TOULIN CEDEX, représentée par sa **Présidente Madame Véronique BELLEC**,

ci-après désignée *l'Association MAMI*,

D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de ses compétences « Politique de la Ville » et « Actions de développement économique », la Métropole Toulon Provence Méditerranée est compétente pour assurer aux habitants de la Métropole des conditions d'accès au marché du travail et de l'emploi.

Considérant que l'association MAMI permet de répondre à un besoin de garde d'enfants pour les parents salariés et pour les parents en démarche d'insertion professionnelle, la garde d'enfants représentant un des freins importants à l'inclusion des publics en difficultés.

Considérant que l'association assure une mission de retour à l'emploi et de professionnalisation de salariés dans les métiers de la petite enfance et du sanitaire et social grâce notamment à sa labélisation « Crèches à Vocation d'Insertion Professionnelle », en partenariat avec La CAF, Pôle Emploi, La Mission Locale et le Conseil Départemental.

La Métropole a décidé de soutenir financièrement l'association dans la réalisation de son action.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2022 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

L'Association s'engage à informer la Métropole TPM de ses réalisations et de ses projets.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE LA METROPOLE TPM

En vertu de la décision n° 22/ du Bureau Métropolitain du **21 mars 2022**, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement au cours de l'exercice 2022, l'association MAMI par le versement d'une subvention d'un montant global de **255 000 €** nécessaire au fonctionnement de :

- la crèche située Quartier La Beaucaire (accueil enfants),
- la crèche située au Pont du Las (accueil enfants),
- la Maison d'Accueil Multiservices d'accueil intergénérationnel située au jardin Alexandre 1^{er} (accueil enfants, accueil seniors, activités tout public),
- les deux micro-crèches Quartier Centre ancien ANRU.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association dans la réalisation de ses missions.

ARTICLE 3 : LES FINANCEMENTS

Le budget prévisionnel global des actions est estimé à 3 794 722 euros.

Les financements prévisionnels sont les suivants :

Toulon Provence Méditerranée	255 000 €
Ville de Toulon	144 000 €
Conseil Départemental AVIP/DSI/PMI	180 442 €
CAF	235 600 €
Emploi aidés	455 215 €
Prestations de service	2 464 153 €
Gestion courante	4 000 €
Produits financiers	2 000 €
Produits exceptionnels	51 823 €
Transfert de charge	2 489 €

ARTICLE 4 : CONDITIONS PARTICULIERES

1. L'association s'engage à réserver 8 places d'accueil (en équivalent temps plein) à l'année à la Maison d'Accueil Multiservices Intergénérationnelle située au Jardin Alexandre 1^{er}, au 74 avenue Lazare Carnot à Toulon, pour les salariés de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.
2. Une attention particulière sera portée dans l'accueil des enfants des publics du territoire suivis dans le cadre de leur insertion professionnelle, notamment par le PLIE (Maison de l'Emploi TPM) qui constituent également un public fragile et pour lequel la problématique de garde d'enfants peut constituer un frein à l'insertion professionnelle.

De même, l'association s'engage auprès des partenaires, à proposer les offres d'emplois au sein des structures multi accueils MAMI, afin de faire bénéficier ces emplois aux publics en difficultés d'insertion socio-professionnelle du territoire.

ARTICLE 5 : EVALUATION DE L'ACTION

L'Association MAMI s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers parmi lesquels :

- Nombre d'enfants accueillis (places d'accueils TPM, nombre d'heures de garde annuelles...) ;
- Nombre d'heures de garde facturées réservé aux enfants des personnes en insertion du territoire, le nombre d'enfants de familles prioritaires concernés, avec une répartition par sites ;
- Nombre de salariés en insertion recruté par MAMI, le type et nombre de formations engagées par les personnes au sein de l'association et nature des parcours initiés et poursuivis à l'issue du contrat de travail...
- Taux d'occupation...

ARTICLE 6 : LA DUREE DE L'ENGAGEMENT DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 7 : ENGAGEMENT COMPTABLE ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le montant de la subvention pour l'année 2022 est arrêté à **255 000 euros**. Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2022.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales selon les modalités qui suivent :

- un 1^{er} terme d'un montant de **204 000 euros**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire,
- le solde, soit **51 000 euros**, sur présentation d'un bilan intermédiaire (quantitatif, qualitatif et financier) de l'action au 30 septembre 2022.

Les sommes ainsi attribuées seront créditées sur un compte ouvert au nom de l'association par virement bancaire.

ARTICLE 8: MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions du règlement N° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice ou à la fin des travaux pour les subventions liées à une opération d'investissement :
 - * le compte rendu financier des actions soutenues par la Métropole TPM. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
 - * les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Métropole en prenant contact avec la Direction de la Communication de Toulon Provence Méditerranée.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente.

L'Association s'engage dès lors à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la Métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 10 : REALISATION DU PROJET

L'Association est seule compétente pour décider de la mise en œuvre des actions placées sous sa responsabilité.

La Métropole s'interdit de s'immiscer de quelque façon que ce soit dans le fonctionnement de l'association.

ARTICLE 11 : ORGANISATION LOGISTIQUE ET DIVERS

L'Association MAMI fera par ailleurs son affaire :

- du montage des dossiers d'information et de la publicité relative à la mise en œuvre de son projet, et de manière générale toute mission de relations publiques,
- de l'accueil des utilisateurs de ses services,
- du respect, pour toutes ses activités, des règles de sécurité et notamment celles découlant de la réglementation des établissements recevant du public,
- de la recherche de partenariats divers.

ARTICLE 12 : LA RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 13 : LE REVERSEMENT D'UNE PARTIE DE LA SUBVENTION EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

En cas de non-respect par l'Association MAMI de ses engagements ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, celle-ci reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 14 : LE TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 15 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence de droit commun du service cohésion sociale et territoriale.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission politique de la Ville, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 16 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

L'Association MAMI

La Métropole Toulon Provence
Méditerranée

La Présidente
Véronique BELLEC

Le Président
Hubert FALCO

